

*Le budget*

Dans ce budget, on tient un discours ferme, mais on propose très peu de mesures concrètes. Ce budget repose sur l'hypothèse que l'économie, notre économie, va se redresser d'elle-même. Il suppose que les consommateurs vont se remettre à dépenser et que nos produits vont soudainement être de nouveau en demande dans le monde entier. Il suppose que la dette, que notre dette nationale, va s'éteindre sous l'effet conjugué d'une forte croissance et de taux d'intérêt peu élevés.

Ce serait une bonne nouvelle pour la plupart des Canadiens. Bon nombre d'entre eux sont aux prises avec le même problème de crédit que le gouvernement. Beaucoup d'autres perdent leur emploi pour la bonne raison que leur entreprise et leurs produits ne sont plus compétitifs à l'échelle internationale. La majorité des Canadiens sont inquiets au sujet de leur sécurité économique et de leur avenir. Ils pensent incontestablement moins à relancer l'économie en puisant dans leur portefeuille passablement dégarni.

D'autant plus qu'il n'est pas évident qu'une croissance liée aux exportations soit la solution. Les Américains sont aux prises avec les mêmes problèmes que nous au Canada, à savoir que leurs exportations perdent continuellement du terrain et que leur balance commerciale est déficitaire. Entre-temps, nos partenaires commerciaux outre-mer ne semblent pas plus disposés à acheter nos exportations qu'ils ne l'étaient il y a un an ou deux.

En outre, je doute que le gouvernement puisse continuer d'abaisser les taux d'intérêt, car il est de plus en plus difficile d'attirer les investisseurs étrangers dans un monde où les capitaux se font rares.

Même l'affirmation du gouvernement selon laquelle le faible taux d'inflation aura pour effet d'accroître notre compétitivité sonne faux quand on se rend compte que les statistiques reflètent moins une restructuration fondamentale de la main-d'oeuvre et de l'industrie qu'un effritement avancé de notre base industrielle et la montée du chômage. Cet effritement de notre base industrielle a été accéléré par le recours excessif du gouvernement aux taux d'intérêt élevés et, par conséquent, à un dollar élevé comme seul moyen de lutte contre l'inflation.

Il n'y a pas de remède miracle ni de solution facile qui nous permettrait d'obtenir de nouveau une croissance élevée parce que notre crise de croissance existait bel et bien avant cette prétendue récession. Les problèmes économiques fondamentaux qui nous ont enfoncés dans ce bourbier, qui se caractérise par la hausse de la dette nationale, la baisse de la productivité et la détérioration de notre position concurrentielle, ne se sont pas évacués, malgré les difficultés très réelles dont les Canadiens font actuellement l'expérience et les prévisions

optimistes que contient le septième budget du gouvernement.

Il ne suffit pas de maintenir le cap. Encore faut-il que le gouvernement du Canada aide vraiment les Canadiens à devenir plus concurrentiels.

• (1520)

Ce n'est qu'en établissant des assises industrielles plus compétitives qu'on redonnera aux Canadiens les moyens et la confiance qu'il leur faut pour faire rouler notre économie interne. Ce n'est qu'en produisant des biens et des services exportables dans le monde que nous maintiendrons notre niveau de vie et que nous corrigerons notre déséquilibre commercial croissant.

Pour ce faire, il faudra renoncer à la consommation pour pouvoir investir davantage dans les ressources industrielles, dans l'infrastructure, dans la formation et ainsi de suite. La question n'est pas tellement de savoir quelles politiques devraient être appliquées, mais plutôt qui a la volonté politique de les appliquer.

C'est malheureusement trop évident, à l'heure actuelle, que ce gouvernement n'a pas cette volonté politique. Tout ce que nous offre ce budget, ce sont quelques modestes propositions. L'impôt sur les bénéfices de fabrication et de transformation est légèrement rajusté. La déduction pour amortissement a été légèrement relevée. Les dispositions relatives aux prêts aux petites entreprises sont légèrement modifiées.

Tout cela ne fait rien pour permettre au Canada de relever le défi de la concurrence qui se fait pressant et qui ne deviendra que plus grand. La réponse du gouvernement ne se trouve pas dans ce budget. Elle ne se trouve certainement pas non plus dans les consultations sur la concurrence internationale qu'il a entreprises il y a quelques mois et qui doivent se poursuivre toute l'année.

Pour des raisons qui dépassent l'entendement, le gouvernement a créé un groupe de travail chargé d'aller aux quatre coins du pays poser des questions auxquelles tous les Canadiens savent déjà la réponse. Les Canadiens savent déjà que notre système d'éducation a grandement besoin d'être rajeuni, si nous voulons être en mesure de livrer une concurrence efficace—je dirais même si nous voulons atteindre la richesse nécessaire au financement des programmes sociaux qui sont indispensables au bien-être des Canadiens.

En quoi ce budget incite-t-il les Canadiens à croire que leur gouvernement reconnaît la nécessité d'intervenir davantage au titre de l'éducation, de la formation, du recyclage? En quoi ce budget amène-t-il les Canadiens à croire que le gouvernement reconnaît finalement les ravages que causent à la productivité un analphabétisme fonctionnel constamment élevé? En quoi ce budget montre-t-il que le gouvernement est disposé à donner